

Finances publiques : la mue des trésoreries

Le gouvernement redéploie ses services. Les trésoreries laissent place aux points de contact, plus étendus géographiquement mais avec moins d'amplitude horaire.

Pourquoi ? Comment ?

Dans un courrier adressé aux élus locaux du département, Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, lance une concertation sur le redéploiement des services locaux des finances publiques. Elle doit se dérouler jusqu'en octobre. D'ici 2022, le gouvernement souhaite déconcentrer les services assurés, jusqu'à présent, par les trésoreries

Plus de « proximité » ?

Face à la colère des Gilets jaunes et la disparition redoutée des accueils de services publics, le gouvernement annonce une augmentation du nombre de points de contact de 30 %, en France, d'ici 2022. En Loire-Atlantique, vingt-deux points de contact, majoritairement des trésoreries, parsèment aujourd'hui le territoire. Ils devraient s'étendre à vingt-sept communes en 2022, mais majoritairement sous forme d'accueils de proximité (dix-huit au total), non plus des trésoreries. Ils se déclinent aussi sous la forme de centres de gestion comptable des collectivités ou encore par la présence de conseillers locaux.

À Blain, par exemple, la fermeture de la trésorerie devrait laisser place à un accueil de proximité et un conseiller local. Même scénario à Nort-sur-Erdre. À contrario, la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu ne possède aucune structure de service des finances publiques et devrait ouvrir un accueil de proximité.

Disparition des trésoreries

De son côté, la CGT ne mâche pas ses mots pour décrier ce concept de proximité. « Une totale arnaque », cingle Pierre-Yves Grelier, secrétaire départemental CGT des finances

publiques.

« Cette proximité est un concept très flou. Pour le moment, on ne sait pas où ces points de contacts seront situés. C'est un plan de restructuration qui ne dit pas son nom. D'ici 2022, ce sont finalement vingt trésoreries, quatre services impôts entreprises sur huit et deux services des impôts des particuliers sur huit qui fermeront », énumère la CGT.

Même tonalité du côté de Maurice Perrion, maire de Ligné et président de l'association des maires de la Loire-Atlantique : « On a l'impression qu'il y a plus de communes avec des accueils de proximité, mais ces accueils n'ont pas le même usage. »

Une ouverture restreinte

Une plus large couverture géographique et un accès pour des communes isolées, mais à des horaires plus restreints. Contrairement aux trésoreries, ouvertes toute la semaine, par demi-journée, les accueils de proximité devraient être accessibles au minimum une demi-journée par semaine.

La CGT présente une version encore plus pessimiste. Selon le syndicat, ces accueils pourraient se limiter à « des permanences mensuelles ». Quoi qu'il en soit, pour le syndicat, comme pour Maurice Perrion, « on n'est pas dans le même service. » Et de comparer cet accueil de proximité avec « la trésorerie (qui) remplissait un ensemble de missions, avec notamment des guichets ouverts toute la semaine, le matin, voire l'après-midi. »

La fermeture des trésoreries locales, telles qu'on les connaît, est engagée depuis une dizaine d'années. Plus de 700 ont été fermées depuis 2012, en France.

Bertrand GUILLOT
et Manon SIRET.



Le gouvernement lance une concertation avec les élus locaux pour redéploier les services des finances publiques.

(CREDIT PHOTO : ARCHIVES O)